Note politique du CIRGoM 02

Mars 2026

Gouvernance régionale dans les espaces postcoloniaux : Le cas de la Nouvelle-Calédonie

par Abigaël Collin-Delille

Sommaire

Les stratégies régionales contemporaines, en particulier dans l'Indo-Pacifique, reposent sur des dispositifs de sécurité, de coopération et de multilatéralisme qui tendent à sous-estimer le rôle des héritages postcoloniaux et de la légitimité politique locale. À partir du cas de la Nouvelle-Calédonie, cette note montre que les territoires à statut politique contesté ne constituent pas de simples supports géostratégiques, mais des variables systémiques de la gouvernance régionale. La crise politique calédonienne illustre comment des fragilités internes peuvent affecter la crédibilité internationale d'un acteur, perturber les équilibres régionaux et fragiliser les mécanismes multilatéraux. En articulant capacités matérielles, *soft power* et reconnaissance politique locale, la note met en évidence les limites des approches strictement sécuritaires. Elle soutient que la durabilité des stratégies régionales dépend de leur capacité à intégrer les dynamiques politiques locales et à traiter le facteur postcolonial comme un enjeu central de gouvernance mondiale, au-delà du seul cas français.

Gouvernance régionale et angles morts postcoloniaux

Les stratégies régionales ont émergé au cours de la dernière décennie comme des structures clés de la gouvernance mondiale. Que l'on parle de l'Indo-Pacifique, de l'Arctique ou des zones maritimes du Sud global, ces approches visent à promouvoir sécurité, coopération économique et gestion des biens communs via des mécanismes multilatéraux et des alliances régionales. Si elles mettent en avant des objectifs de collaboration et de stabilité, il ne faut pas escamoter que ces stratégies servent avant tout à renforcer les intérêts nationaux des États qui les portent, qu'il s'agisse de sécuriser des routes maritimes, d'accéder à des ressources stratégiques ou de consolider leur influence régionale.

> « Les stratégies régionales ont émergé au cours de la dernière décennie comme des structures clés de la gouvernance mondiale. »

Cependant, ces cadres de gouvernance tendent à négliger un angle mort récurrent : la place des territoires à statut politique encore débattu, hérités de trajectoires coloniales ou d'acquisitions historiques. Souvent abordés comme de simples points d'appui logistiques ou institutionnels, ces espaces sont rarement considérés comme des acteurs politiques à part entière. Or, leur situation interne, caractérisée par des discussions sur la souveraineté, la représentation et la reconnaissance, a un impact direct sur la crédibilité et la cohérence des stratégies régionales auxquelles ils participent. Cela ne se limite pas aux cas

d'indépendance en discussion : même lorsque le maintien sous tutelle métropolitaine prévaut, comme pour Guam ou les îles Mariannes aux États-Unis, la légitimité locale et l'adhésion des populations demeurent des facteurs structurels de réussite.

Dans cette perspective, cette note soutient que les fragilités postcoloniales ne relèvent pas uniquement de dynamiques locales ou domestiques, mais constituent des variables structurelles de la gouvernance régionale contemporaine. Par exemple, la Nouvelle-Calédonie illustre comment les frictions politiques internes – entre mouvements indépendantistes kanaks et forces favorables au statu quo – peuvent limiter la capacité du territoire à jouer un rôle crédible dans le Pacifique. De manière analogue, les débats internes à Porto Rico ou au Groenland sur la représentation et l'autonomie montrent que même des territoires intégrés à des alliances régionales ou à des processus multilatéraux peuvent influencer la stabilité et la cohérence des stratégies régionales, en raison de la perception de légitimité ou d'adhésion des acteurs locaux.

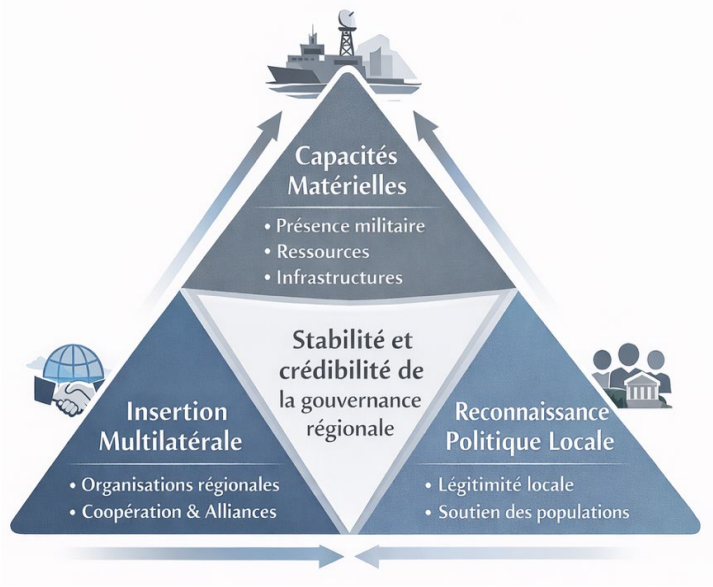
Puissance, légitimité et effets systémiques

Les stratégies régionales reposent souvent sur une conception étroite de la puissance, centrée sur les capacités matérielles : présence militaire, contrôle des espaces maritimes, ressources économiques et infrastructures. Si ces éléments restent essentiels, ils ne suffisent plus à expliquer la capacité d'un acteur à structurer durablement une gouvernance régionale. Dans un environnement où l'interconnexion politique et médiatique est forte, la puissance se construit également par la reconnaissance, la crédibilité et la légitimité perçue (Börzel & Risse, 2010; Hurrell, 2010)
La légitimité est ainsi une condition centrale de la gouvernance régionale. Elle dépasse la simple reconnaissance juridique ou institutionnelle et renvoie à la capacité d'un acteur à être perçu comme un partenaire fiable, inclusif et acceptable par les États voisins, les organisations régionales et les acteurs politiques locaux. Cette dimension est particulièrement sensible dans les territoires à statut politique contesté, où l'autorité interne peut être remise en question.

Les crises politiques locales ne sont donc pas de simples phénomènes domestiques. Lorsqu'elles touchent des territoires intégrés à des dispositifs régionaux ou multilatéraux, elles produisent des effets systémiques : fragilisation des récits de stabilité, entrave à la coopération et exposition internationale de conflits auparavant marginaux. Les tensions internes influencent alors directement la structuration des équilibres régionaux.

Pour appréhender ces dynamiques, cette note mobilise une approche fondée sur une triple articulation : d'abord les capacités matérielles, permettant d'agir concrètement dans l'espace ; ensuite l'insertion multilatérale, via l'engagement dans les structures et mécanismes régionaux ; enfin, la reconnaissance politique locale, sans laquelle les deux premières dimensions restent fragiles. L'affaiblissement de l'un de ces piliers peut générer des déséquilibres durables dans la gouvernance régionale (Börzel & Risse, 2010).

Figure 1 : La triple articulation de la gouvernance régionale dans les territoires postcoloniaux



Source : autrice

La gouvernance régionale efficace dans les territoires postcoloniaux ne repose pas seulement sur la puissance matérielle. L'insertion multilatérale et la reconnaissance politique locale sont indispensables pour garantir la stabilité et la durabilité des stratégies régionales.

La Nouvelle-Calédonie comme nœud de gouvernance Indo-Pacifique

Au-delà de sa valeur stratégique, la Nouvelle-Calédonie occupe une place particulière dans l'Indo-Pacifique en raison de son statut institutionnel unique et de son intégration aux dispositifs régionaux. Contrairement à d'autres territoires insulaires, elle ne se limite pas à un rôle de projection ou de soutien logistique : ses institutions locales, en interaction avec les autorités françaises et les instances régionales, contribuent à la circulation et à l'expérimentation de normes de gouvernance, de développement et de sécurité humaine. Cette position la rend à la fois un terrain d'observation des dynamiques postcoloniales et un acteur de coopération régionale.

Le territoire est actif au sein du Forum des îles du Pacifique et de la Communauté du Pacifique, contribuant à des programmes techniques et au partage d'expertises régionales sur le développement, la résilience économique et la sécurité environnementale. Cette diplomatie de proximité repose sur la continuité des interactions et la compréhension des défis communs, plutôt que sur la seule projection de puissance.

La coopération environnementale constitue un pilier central de son rôle régional. La Nouvelle-Calédonie abrite l'un des plus vastes ensembles récifaux au monde, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, et participe activement aux initiatives régionales de protection de la biodiversité marine et d'adaptation au changement climatique. Ces actions non militaires contribuent à structurer la gouvernance régionale autour des biens communs et du développement durable.

Enfin, son intégration institutionnelle aux dispositifs régionaux renforce sa crédibilité symbolique et pratique. En participant aux discussions sur la sécurité maritime, la gestion des ressources et la coopération humanitaire, la Nouvelle-Calédonie illustre sa capacité à relier gouvernance locale et engagement international.

Ainsi, la Nouvelle-Calédonie ne se réduit pas à un simple point d'appui stratégique. Elle fonctionne comme un relais entre différents niveaux de gouvernance, où la légitimité politique locale et l'insertion régionale structurent sa crédibilité et sa capacité à jouer un rôle durable dans l'Indo-Pacifique.

Crise politique locale et fragilisation de la gouvernance régionale

La crise politique calédonienne révèle les limites des stratégies régionales lorsqu'elles reposent sur une légitimité politique contestée. La remise en cause persistante de l'autorité politique et institutionnelle, notamment par plusieurs mouvements politiques kanaks favorables à l'indépendance, fragilise la capacité du territoire à se présenter comme un acteur régional pleinement reconnu. Cette contestation interne restreint la marge de manœuvre des initiatives régionales, qui peinent à s'appuyer sur un interlocuteur local stable et légitime pour mettre en œuvre des partenariats ou des dispositifs de coopération. Ainsi, même lorsqu'elle bénéficie de dispositifs multilatéraux ou de soutiens extérieurs, la Nouvelle-Calédonie voit son rôle stratégique limité par les tensions internes, illustrant que l'efficacité des stratégies régionales dépend autant de la reconnaissance politique locale que de la projection internationale (Trépied, 2025).
Cette fragilité se traduit par une fragmentation du récit de stabilité qui sous-tend la gouvernance régionale dans le Pacifique Sud. Alors que les stratégies indo-pacifiques valorisent prévisibilité, continuité institutionnelle et ordre fondé sur des règles, la persistance de tensions non résolues crée une dissonance entre discours stratégique et réalité locale. La Nouvelle-Calédonie cesse ainsi d'apparaître comme un point d'ancrage consensuel et devient un espace de projection d'incertitudes politiques.

Ces dynamiques ont des répercussions régionales concrètes. Les partenaires du Pacifique, souvent marqués par des trajectoires postcoloniales et sensibles aux questions de souveraineté et de reconnaissance, perçoivent ces tensions comme un indicateur de fragilité politique (Hurrell, 2010). Cette perception peut limiter la confiance envers les dispositifs multilatéraux portés par des puissances

extérieures, même lorsqu'elles se présentent comme garantes de stabilité et d'inclusivité.

Par ailleurs, ces fragilités offrent des opportunités aux puissances concurrentes, qui peuvent mobiliser les discours d'autodétermination, de solidarité postcoloniale ou d'inclusivité pour renforcer leur influence régionale, sans confrontation directe (Börzel & Risse, 2010).

Enfin, la crise calédonienne illustre la vulnérabilité du *soft power* dans les contextes postcoloniaux. La légitimité politique locale conditionne l'efficacité des instruments d'influence fondés sur la coopération, la proximité culturelle ou le multilatéralisme. Le *soft power* apparaît alors comme une ressource dépendante de la cohérence entre gouvernance interne et projection régionale.

Dépasser le cas calédonien : portée comparative et gouvernance mondiale

Si la Nouvelle-Calédonie constitue un cas particulièrement révélateur, les dynamiques qu'elle met en lumière dépassent largement le cadre français. D'autres territoires postcoloniaux, intégrés à des stratégies régionales tout en disposant de statuts politiques ambigus, présentent des configurations similaires. Dans le Pacifique, Guam et les îles Mariannes, sous souveraineté américaine, illustrent les tensions entre projection stratégique et reconnaissance politique locale : Washington exerce un contrôle très strict, limitant toute contestation du statut, mais des mouvements de revendication culturelle et d'autonomie traduisent une insatisfaction persistante. Dans l'Arctique, le Groenland occupe une position comparable : central dans les enjeux géopolitiques liés à la route maritime et aux ressources naturelles, il est traversé par des débats sur l'autonomie et la souveraineté au sein du Royaume du Danemark. Dans les Caraïbes, Porto Rico offre également ce dilemme : intégré aux stratégies économiques et militaires américaines, il demeure politiquement dépendant, et bien que des référendums aient montré un certain intérêt pour un changement de statut, la légitimité et l'adhésion à long terme restent fragiles.

> *« La stabilité régionale dépend de la capacité des stratégies à considérer les territoires postcoloniaux comme de véritables acteurs politiques, dont les dynamiques internes doivent être intégrées à la gouvernance mondiale. »*

Ces situations révèlent un problème transversal de gouvernance régionale. Dans chacun de ces cas, les acteurs locaux demeurent partiellement intégrés aux dispositifs multilatéraux qui structurent leur environnement régional. Leur participation institutionnelle est souvent limitée, indirecte ou subordonnée, tandis que les décisions stratégiques majeures sont prises à des échelles éloignées des sociétés concernées. Cette intégration incomplète alimente des contestations politiques internes et fragilise la crédibilité externe des stratégies régionales. L'ambiguïté des statuts politiques crée des zones grises de gouvernance, où la responsabilité et la légitimité sont floues, fragilisant la crédibilité des stratégies régionales (Börzel & Risse, 2010 ; Pacific Island Forum, 2022). Ces zones grises sont d'autant plus problématiques qu'elles se situent au cœur d'espaces stratégiques majeurs, où la concurrence normative et géopolitique est intense.

L'analyse montre que les stratégies régionales échouent fréquemment lorsqu'elles dissocient gouvernance multilatérale et légitimité politique locale. Ces échecs se manifestent par des difficultés concrètes à obtenir l'adhésion des acteurs locaux, par des remises en cause des dispositifs mis en place et par une capacité limitée à stabiliser durablement les régions concernées. La stabilité régionale ne peut donc pas reposer uniquement sur des institutions ou des mécanismes sécuritaires formels. Elle dépend de la capacité des stratégies à considérer les territoires postcoloniaux comme de véritables acteurs politiques, dont les dynamiques internes doivent être intégrées à la gouvernance mondiale. Faute de cette intégration, les

initiatives régionales tendent à reproduire les fragilités structurelles qu'elles étaient censées corriger, réduisant ainsi leur efficacité et leur portée normative sur le long terme (Hurrell, 2010).

Implications pour la gouvernance régionale et multilatérale

L'analyse de la crise calédonienne révèle les limites des approches contemporaines de la gouvernance régionale, encore largement dominées par des logiques sécuritaires centrées sur les capacités militaires, la dissuasion et le contrôle des espaces stratégiques (Lasserre, 2025). Si ces dimensions restent importantes, elles ne suffisent pas à assurer la stabilité et la crédibilité des dispositifs régionaux, surtout dans des contextes marqués par des héritages postcoloniaux non résolus.

Un risque majeur provient de la déconnexion entre les discours multilatéraux et les réalités politiques locales. Les stratégies régionales mettent en avant inclusivité, coopération et ordre fondé sur des règles, tout en s'appuyant sur des territoires dont la légitimité interne est contestée. Cette dissonance fragilise le multilatéralisme et nourrit la défiance parmi les acteurs régionaux, notamment dans les espaces du Sud global (Börzel & Risse, 2010).

« Les organisations régionales et internationales devraient prendre en compte les héritages postcoloniaux lorsqu'elles élaborent leurs stratégies de gouvernance.»

Ces tensions soulignent la nécessité d'une gouvernance plus inclusive et multiniveaux, capable d'articuler échelles locales, territoriales, étatiques et multilatérales. La stabilité régionale ne peut plus être pensée uniquement comme le produit d'institutions ou de puissance matérielle, mais comme le résultat d'une reconnaissance politique effective de tous les acteurs impliqués, y compris ceux au statut ambigu (Hurrell, 2010).

Enfin, cette analyse invite à considérer le postcolonial non comme une variable résiduelle, mais comme un facteur structurel de la gouvernance régionale et mondiale. Tant que les stratégies régionales continueront de traiter ces territoires comme de simples supports stratégiques, elles resteront vulnérables à des fragilités systémiques qui limitent leur efficacité et leur durabilité (Börzel & Risse, 2010; Pacific Island Forum, 2022).

Recommandations politiques opérationnelles

1. Intégrer explicitement les territoires à statut politique contesté dans les cadres de gouvernance régionale. Les stratégies régionales devraient reconnaître formellement ces territoires comme des variables politiques à part entière, et non comme de simples extensions des États souverains. Cela implique de les intégrer explicitement dans les documents stratégiques, les cadres d'analyse et les mécanismes de coordination régionale, afin d'anticiper les effets systémiques liés à leurs dynamiques internes.

2. Renforcer la participation directe des acteurs locaux aux organisations régionales. La crédibilité du multilatéralisme régional dépend de la capacité à inclure les acteurs politiques, institutionnels et sociétaux locaux dans les processus de décision. Cette participation peut prendre la forme de statuts d'observateurs renforcés, de mécanismes de consultation réguliers ou de plateformes de dialogue multiniveaux associant autorités locales, organisations régionales et partenaires internationaux.

3. Évaluer les stratégies régionales selon leur légitimité locale. Les stratégies régionales ne doivent pas se limiter aux indicateurs militaires ou économiques. Elles devraient aussi tenir compte de la légitimité politique perçue par les acteurs locaux. Cette approche permet d'anticiper les fragilités, de réduire les risques de perte de crédibilité et

d'adapter la gouvernance aux réalités politiques spécifiques de chaque territoire.

4. Protéger le *soft power* contre les effets des crises politiques internes. Les acteurs régionaux et multilatéraux devraient développer des mécanismes visant à préserver les coopérations civiles, environnementales et culturelles en période de tension politique. En dissociant ces instruments des crises institutionnelles, il devient possible de maintenir des relations de confiance et de limiter l'érosion du capital d'influence à long terme.

5. Traiter le postcolonial comme un enjeu central de gouvernance mondiale. Enfin, les organisations régionales et internationales devraient prendre en compte les héritages postcoloniaux lorsqu'elles élaborent leurs stratégies de gouvernance. Cela signifie reconnaître que l'histoire coloniale et les relations de pouvoir non résolues continuent d'influencer la politique locale, la légitimité des institutions et la coopération régionale. En intégrant ces dynamiques comme un facteur structurel, les stratégies régionales ne se limiteraient pas aux seuls aspects sécuritaires ou économiques, mais tiendraient compte des réalités politiques et sociales sur le terrain, ce qui renforcerait leur cohérence et leur efficacité. Par exemple, au Canada, la reconnaissance des droits des peuples autochtones et la mise en place de mécanismes de consultation obligatoires illustrent comment intégrer des dynamiques historiques et politiques locales peut renforcer la légitimité et la durabilité des politiques publiques. De même, dans le Pacifique, prendre en compte les revendications des populations locales ou des territoires à statut particulier, comme la Nouvelle-Calédonie, permettrait d'éviter que les stratégies régionales restent fragiles ou perçues comme imposées depuis l'extérieur (Hurrell, 2010).

Vers une gouvernance régionale politiquement soutenable

Cette note a montré que la gouvernance régionale contemporaine ne peut être appréhendée uniquement à travers le prisme des capacités matérielles et des dispositifs sécuritaires. À partir du cas de la Nouvelle-Calédonie, elle met en évidence le rôle central de la reconnaissance politique locale comme condition de crédibilité, de stabilité et de durabilité des stratégies régionales. Les territoires à statut politique contesté ne constituent pas des marges de la gouvernance régionale, mais des espaces où se cristallisent ses fragilités structurelles.

L'analyse révèle que les crises politiques locales produisent des effets systémiques, capables d'affecter les équilibres régionaux, de fragiliser les récits multilatéraux et d'exposer les contradictions normatives des stratégies régionales. En ce sens, le postcolonial ne peut plus être traité comme une variable résiduelle ou transitoire, mais comme un facteur structurant de la gouvernance mondiale.

Au-delà du cas français, cette réflexion invite à repenser les stratégies régionales comme des dispositifs multiniveaux, intégrant pleinement les dynamiques politiques locales. La gouvernance régionale ne peut être durable sans reconnaissance politique locale : elle constitue désormais une condition essentielle de la soutenabilité politique et normative des architectures multilatérales dans un ordre international marqué par la concurrence des modèles de gouvernance.

Références

Börzel, T. A. et Risse, T. (2010) « Governance without a State : Can It Work?: Governance without a State » *Regulation & Governance 4*(2): 113-134.

Hurrell, A. (2010) *On Global Order : Power, Values, and the Constitution of International Society* (Repr. 2009, Kolophon: Milton Keynes, UK: Lightning Source 2010). Oxford University Press.

Lasserre, F. (avec Courmont, B., Mottet, É., Su, Z., Cabestan, J.-P., Comtois, C., Alexeeva, O. V., Boulanger, É., Bazile, J., et Chantal, R.). (2025) *L'Ere de L'indo-Pacifique : Chimère Ou Réalité Durable?*. Montréal: Presses de l'Université du Québec.

Pacific Island Forum. (2022) *Annual Report* Pacific Island Forum. https://forumsec.org/sites/default/files/2024-02/Annual-Report-191223_web.pdf

Trépied, B. (2025) *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie*. Anacharsis.